

Éléments d'analyse des législatives (p. 4)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Polotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

Second tour Progrès en sièges du PCF



Dans un contexte de division des forces de gauche de transformation sociale, 11 député-e-s communistes sur les 14 en lice au deuxième tour ont été élu-e-s. Parmi eux se trouvent 8 nouveaux entrants. ★

SERVEZ-VOUS
Tract, affiche et flyer
Code du travail



FÊTES FÉDÉRALES

BOUCHES-DU-RHÔNE	24 juin
GARD	23/24 juin
SOLOGNE	23/25 juin
ISÈRE	30 juin / 1 ^{er} et 2 juillet
PYRÉNÉES-ORIENTALES	30 juin et 1 ^{er} juillet
AUDE	8 et 9 juillet
CORRÈZE	7, 8 et 9 juillet
LANDES	8 et 9 juillet



Face à l'imposture Macron, pour la mobilisation générale à gauche

Emmanuel Macron a atteint son objectif. Sa formation, la République en marche (LREM), obtient donc la majorité absolue à l'Assemblée nationale mais il n'a échappé à personne qu'un nouveau record d'abstentions a été battu et que cette majorité parlementaire ne traduit en rien une majorité d'idées et de projets dans le pays.

Dans un contexte de division des forces de gauche de transformation sociale, 11 député-e-s communistes, sur les 14 en lice au 2^e tour, ont été élu-e-s. Parmi eux se trouvent 8 nouveaux entrants : Jean-Paul Dufregne (03), Pierre Dharréville (13), Fabien Roussel (59) et Alain Bruneel (59), Sébastien Jumel (76) et Hubert Wulfranc (76), Elsa Faucillon (92), Stéphane Peu (93) ; Marie-George Buffet (93) et André Chassaigne (63) ont été brillamment réélus et Jean-Paul Lecoq (76) retrouve son siège perdu en 2012. Clémentine Autain (93) et François Ruffin, soutenus par un large rassemblement de forces dont le PCF, rejoignent également les bancs de l'Hémicycle pour la première fois. Malgré des campagnes offensives et dynamiques, l'échec près du but de Nicolas Sansu, député sortant du Cher et maire de Vierzon, est une lourde déception, de même que celui de Yasmine Boudjenah, candidate dans la 11^e circonscription des Hauts-de-Seine, première adjointe de la maire de Bagneux et ancienne députée européenne.

Le PCF progresse ainsi significativement en sièges sur l'Assemblée sortante mais cela n'a été relevé par aucun commentateur... C'est que cela ne rentre pas dans le cadre. Le président Macron et son mouvement sont censés incarner le « renouveau » en politique et l'ouverture de l'Assemblée à la « société civile », en réalité des « experts » patronaux qui pensent que notre pays « se gère comme une start-up », mais déjà la campagne des législatives a levé un coin du voile sur l'impos-

ture. Le taux historique d'absentions est plus qu'un signal d'alarme, il sonne le glas de la V^e République.

C'est l'heure de la mobilisation générale à gauche pour que défiance et déceptions se transforment en force positive, impulsive et créative. Notre démocratie, la République, est vidée de sa substance car les citoyen-ne-s sont en passe d'être dessaisis de leur capacité de choix et de décision, avec la prési-

dentialisation à outrance de nos institutions et vie politique ajoutés à une majorité qui va accepter le gouvernement par ordonnances. Et avec le projet de pérenniser l'état d'urgence en l'inscrivant dans le droit commun, Emmanuel Macron veut, sans attendre, réussir là où avait fini par échouer François Hollande sous la pression populaire. L'heure est à la remobilisation la plus large pour parer à cette menace contre les droits et libertés dans notre pays ainsi que pour rendre incontournables les nécessités de réinverser le calendrier électoral pour redonner sa place au Parlement, et la proportionnelle pour que la diversité de sensibilités et opinions se trouvent représentées équitablement.

Des enjeux sociaux, avec la casse du Code du travail, aux enjeux démocratiques et de droits, les fronts potentiels de luttes et de convergence d'idées sont nombreux. Les député-e-s communistes qui font leur entrée à l'Assemblée nationale arrivent forts de la combativité des citoyennes et citoyens qui leur ont apporté leurs suffrages. Elles et ils vont être dès la première minute de leur mandat les porte-voix et militants des exigences et souffrances du monde du travail d'aujourd'hui. Elles et ils le feront avec l'objectif d'arracher des victoires au Parlement comme dans la rue ; et surtout, elles et ils mettront toute leur énergie à rassembler toujours plus largement, au Parlement comme dans la rue, pour assurer la victoire du mouvement populaire et la défense de ses intérêts et de ceux de notre pays.

Les député-e-s communistes qui vont pouvoir s'appuyer sur l'entrée de Marie-Pierre Vieu au Parlement européen, aux côtés de Patrick Le Hyaric, Younous Omarjee et Marie-Christine Vergiat dans le groupe GUE-NGL, seront des points d'appui précieux dans la lutte contre la ratification du traité de libre-échange avec les États-Unis et pour porter une alternative progressiste et solidaire de la

construction européenne. Qu'il s'agisse de batailler pour l'organisation d'une COP fiscale ou de la proposition de loi pour la sécurité de l'emploi et de la formation, ces député-e-s communistes seront de tous les combats pour l'émancipation humaine et sociale en France, en Europe et dans le monde. ✪

Zoë Morituri



Elsa Faucillon (92)



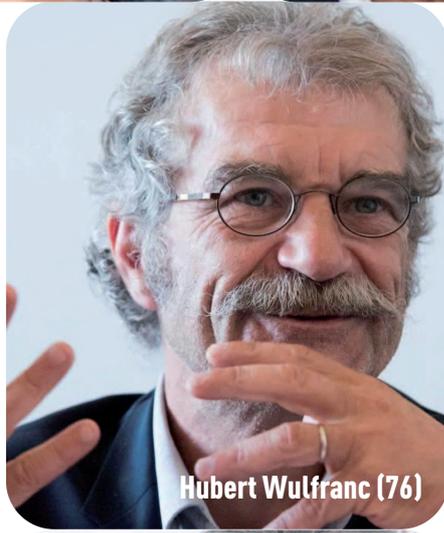
Alain Bruneel (59)



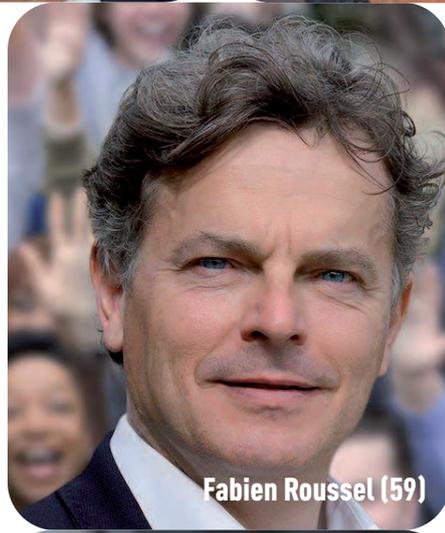
Marie-George Buffet (93)



Pierre Dharréville (13)



Hubert Wulfranc (76)



Fabien Roussel (59)



Stéphane Peu (93)



André Chassaigne (63)



Sébastien Jumel (76)



Jean-Paul Lecoq (76)



Jean-Paul Dufregne (03)

Reconstruire du lien politique

Premiers commentaires sur le résultat des législatives, sur le calendrier de travail pour les semaines qui viennent et pour cet été, avec Nathalie Simonnet, membre de l'Exécutif, secrétaire départementale de Seine-Saint-Denis.



Communistes TES PREMIERS COMMENTAIRES SUR CE DEUXIÈME TOUR DES LÉGISLATIVES.

NATHALIE SIMONNET : Il y a ce qu'on a dit, baisse de la participation, crise du régime présidentiel, majorité inquiétante pour Macron. Et en même temps, on est satisfait du résultat du Parti. On a eu des candidats qui ont mené des campagnes de terrain, ils sont vraiment allés à la rencontre des gens, ils ont construit avec la population des exigences qu'ils porteront à l'Assemblée nationale. On a donc aujourd'hui un résultat intéressant, on a plus de députés que dans l'Assemblée sortante et c'est bien. Ceci dit, on peut avoir un regret sur ce qui s'est passé avec Jean-Luc Mélenchon. On voit bien qu'il y a eu une vraie dynamique dans ce deuxième tour autour des candidats du PCF et de la France insoumise. Si on avait été sur une ligne de rassemblement comme on l'avait proposé, on aurait pu avoir aujourd'hui un très grand nombre de députés. Ce qui aurait pu modifier la donne dans le pays et faire qu'on connaîtrait moins une situation de pleins pouvoirs à Macron, et à la droite, à l'Assemblée.

Communistes ET MAINTENANT ?

N. S. : Il y a du pain sur la planche. On connaît les annonces du gouvernement, sur les ordonnances, la casse du Code du travail, l'augmentation de la CSG, l'introduction de l'état d'urgence dans le droit commun. Plus que jamais, il va y avoir besoin de se rassembler, de se mobiliser. Nos députés vont être un vrai point d'appui, mais on comprend bien qu'il va y avoir besoin d'une vraie mobilisation populaire, au plus près des gens, avec la population, avec les syndicats. Voilà ce qu'il y a à faire dans les jours, les semaines qui viennent.

Communistes LA FÊTE DE L'HUMA ?

N. S. : Elle sera le grand rendez-vous de cette mobilisation. En septembre, avec la Fête, on peut avoir déjà un très grand temps fort au niveau national de cette action contre la politique gouvernementale, contre tous les mauvais coups qui sont dans l'air. D'où l'enjeu de diffuser un très grand nombre de vignettes autour de cette idée : le premier grand rendez-vous, ce sera sur la Fête et on va le préparer durant tout l'été avec de multiples initiatives, dans les quartiers, dans les villes, autour de cet enjeu.

Communistes ET LES INITIATIVES DE SOLIDARITÉ ?

N. S. : Une des données, je l'ai dit, de cette élection, c'est la très grande abstention. Plus que jamais, il va donc y avoir besoin de reconstruire du lien politique avec les gens, notamment dans les quartiers populaires mais bien au-delà. Toutes les initiatives qu'on pourra prendre, à la fois initiatives autour de la politique gouvernementale mais aussi initiatives qu'on a l'habitude de prendre, autour des voyages à la

mer, les ventes solidaires de fruits et légumes, l'organisation de tournois de pétanque, rencontres festives dans les quartiers, toutes ces choses vont prendre un relief encore plus fort quand on voit l'abstention de ce dimanche. Il faut reconstruire du lien, faire de la politique, se réparer d'un certain nombre de questions. Cela fait partie des tâches des communistes durant cet été. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff



Macron et la casse des départements Elle passerait aussi par ordonnances

« Il n'y a pas que la réforme du Code du travail qui pourrait passer par ordonnances » soulignait ces jours-ci le journal *Le Parisien*. Il faisait écho à la mise en garde du sénateur communiste Christian Favier, président du conseil départemental du Val-de-Marne. « L'Élysée, alerte le sénateur, se livre à des consultations visant à préparer un projet d'ordonnance portant sur la fusion des trois départements de petite couronne (93, 94, 92) avec la Métropole du Grand Paris. C'est un véritable coup de force contre les collectivités locales de la République, leurs représentants et leurs populations. Dès l'urgence du recours à la procédure des ordonnances si ce n'est de chercher à échapper au débat contradic-

toire et à la mobilisation des populations et de leurs représentants ? »

Le Parisien confirme à sa manière ce mauvais coup en ajoutant : « Selon nos informations, cette ordonnance pourrait être prise très vite, à l'automne. Sollicité, l'Élysée n'a pas donné suite. Durant la présidentielle, Emmanuel Macron n'avait pas caché vouloir supprimer les départements là où les métropoles sont importantes comme c'est le cas en Île-de-France. »

Toujours selon le journal, Macron « prendrait pour modèle la fusion de Lyon avec le département du Rhône mais ce projet n'inclurait pas Paris puisque la Ville de Paris formera dès janvier 2018 une collectivité unique avec Paris Département. » Un comble, pour Christian Favier,

que cette fusion « au sein d'une entité énorme qui gommerait et supprimerait les politiques publiques spécifiques à chaque département ». Rappelons que Christian Favier est l'auteur d'un essai, Coup d'État contre les départements, aux éditions de l'Atelier, sous-titré « Réforme territoriale : l'impasse technocratique ». Dans une critique de *La revue du Projet*, Léo Purgette notait à ce propos : « En évitant l'écueil d'un débat technique réservé aux élus, le président du conseil général du Val-de-Marne replace avec simplicité le glissement technocratique dans sa dimension de classe. Que gagne-t-on à la suppression des départements et qu'y perd-on ? Qui y gagne et qui y perd ? » ✪

G. S.

CUBA/ÉTATS-UNIS Trump chantre de la guerre "froide"

Ce vendredi 16 juin depuis Miami, Donald Trump a repris une rhétorique bien connue remettant à l'ordre du jour la dynamique de « la guerre froide » entre La Havane et Washington.

C'est par ces mots "J'annule l'accord totalement inéquitable signé avec Cuba par la dernière administration"...

Trump fait faire machine arrière à la politique américaine en direction de Cuba au nom de "la défense des droits de l'homme et de la nécessité de changements politiques".

Sous couvert d'un « Mémoire de la sécurité nationale du Président sur le renforcement de la politique des États-Unis envers Cuba », Trump veut restreindre les échanges éducatifs individuels par une surveillance accrue des Américains voyageant à Cuba, ainsi qu'interdire toutes transactions économiques, commerciales et financières des entreprises américaines avec des entreprises cubaines de tourisme dans le but de limiter les revenus de l'île.

Ces méthodes coercitives visent à intensifier le blocus contre Cuba dont les dommages et les difficultés pour le peuple cubain constituent l'obstacle au développement de son économie, tout en affectant la souveraineté et les intérêts des autres pays de la région.

Plus que jamais, sur la scène internationale, comme en France et en Europe, en lien avec l'ONU, tout doit être mis en œuvre pour que le processus engagé fin 2014 entre Barack Obama et Raúl Castro soit poursuivi, notamment pour la levée du blocus, mais aussi pour la restitution à Cuba du territoire illégalement occupé par la base navale à Guantanamo, l'arrêt du financement par les USA des programmes subversifs aux organisations mafieuses anti-cubaines de Miami et l'indemnisation par les USA des dommages occasionnés par le blocus.

Le dialogue doit reprendre dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance du peuple cubain. ✪

Parti communiste français, Paris, le 17 juin 2017

Législatives de 2017

Premiers éléments d'analyse

Ces élections législatives ont constitué une nouvelle étape du réaligement électoral¹ de grande ampleur, débuté à la présidentielle, et de son corrolaire : l'émergence d'une nouvelle génération politique. Néanmoins, ce réaligement reste freiné par le vieillissement du corps électoral² et par la sur abstention des moins de 60 ans. Il est aussi déformé par la logique institutionnelle perverse du quinquennat et de l'inversion du calendrier qui exerce un effet levier extrêmement fort en faveur de la force politique du Président élu : *Vae victis* !

L'abstention, fruit de l'exacerbation de la logique présidentiériste dans le cadre du quinquennat, atteint un record avec 51,29 % des inscrits, pulvérisant pour la première fois aux législatives le mur des 50 %. Avec 29,06 % de différence, cette élection de 2017 sanctionne la plus grosse chute de participation entre un 1^{er} tour de présidentielle et un 1^{er} tour de législatives depuis que ces élections se suivent à 7 semaines d'intervalle³. Sans surprise, les moins de 50 ans, les ouvriers et les employés, les moins diplômés, les revenus inférieurs au salaire médian, forment les grosses cohortes des abstentionnistes. Chose nouvelle, avec seulement la participation de 43 % de ces électeurs du 1^{er} tour de la présidentielle, l'abstention frappe aussi très durement l'électorat du challenger de 2^e tour du président élu. Cette contre-performance du FN s'explique à la fois par le profil sociologique de son électorat FN et par le fait qu'avec l'échec de sa campagne de 2^e tour, Le Pen n'est plus apparu aux yeux d'une partie de ses électeurs comme capable de gouverner.

Les 465 candidat-e-s présenté-e-s par le PCF ont réuni 687 313 voix et 3,17 %/exp. (exprimés) sur les 539 circonscriptions de France métropolitaine. Ce chiffre est à rapprocher de 2007 où les candidat-e-s présenté-e-s par le PCF en métropole dans le cadre d'un découpage électoral différent⁴ avaient réuni 1 191 732 voix, 4,71 % des exprimés, et de 2012 où notre parti avait, dans le cadre du Front de gauche, présenté 408 candidat-e-s qui avaient recueilli 5,5 %/exp. et 1 368 644 suffrages. Sur les circonscriptions actuelles le PCF est au-dessus de 5 %/exp. dans 81 circonscriptions, contre 248 en 2012 et 127 en 2007.

11 % des électeurs de Mélenchon qui se sont exprimés le 11 juin, 5 % de ceux de Hamon ainsi que 22 % des sympathisants du Front de gauche ont voté pour des candidat-e-s PCF-FG. Le PCF-FG rassemble 23 % des électeurs qui se positionnent « très à gauche », 10 % de ceux qui se placent à « gauche » et 5 % de ceux qui se considèrent « plutôt à gauche »⁵.

Si dans les communes de plus de 25 000 habitants ayant un maire communiste l'empreinte de l'activité militante de proximité des communistes permet de rassembler 24 % des ex-

prés, il n'en reste pas moins que l'enracinement et l'activité territoriale du PCF arrivent de moins en moins à contrebalancer le poids que font peser les rapports de force dégagés aux présidentielles sur le choix des électeurs aux législatives. Mais contrairement, le PCF, de par ses capacités de rassemblement de tout l'électorat de gauche, réussit à faire élire 11 députés communistes, soit 4 de plus qu'en 2012, auxquels s'ajoutent François Ruffin et Clémentine Autain. Ce qui doit conduire à réinterroger radicalement l'activité de toute l'organisation PCF sur son rapport politique à la société française et dans sa capacité à amener les citoyens jusqu'à mettre un bulletin de vote communiste dans l'urne.

Les enquêtes qualitatives sur l'électorat Front de gauche montrent que si celui-ci crédite le PCF des conquêtes sociales du XX^e siècle et l'intègre dans le patrimoine historique et politique de la France, reconnaît l'action positive des collectivités gérées par les communistes, il ne le considère pas comme une force apte à comprendre et résoudre les problèmes du XXI^e siècle.

Problème institutionnel du présidentialisme

Ainsi le PCF est à la fois confronté au problème institutionnel du présidentialisme de la 5^e République aggravé depuis 2002 par le quinquennat et qu'il n'a jamais su résoudre depuis 1962, et à la question existentielle de ce que doit être une organisation politique porteuse de l'espérance de transformations sociales communistes au XXI^e siècle.

La France insoumise (FI) réalise le score de 10,96 %/exp. en métropole avec 2 366 177 voix sur 514 circonscriptions, contre 1 777 867 voix et 7,14 %/exp. sur ces mêmes circonscriptions pour le FG en 2012. Paradoxalement, alors que la FI se réfère marginalement à la gauche, voire récuse cette référence au nom d'un populisme assumé, le vote FI est apparu pour les « électeurs se situant à gauche » comme le 2^e vote de gauche avec 25 % après « En marche » qui tout aussi contradictoirement en rassemble 30 %, et devant le PS qui est à 22 %. Les zones de force de la FI sont l'électorat FG et les électeurs de Mélenchon à la présidentielle respectivement à 55 %, les professions intermédiaires à 17 % et les employés à 14 %, les chômeurs à 18 %, les 18-24 ans à 18 % et les 25-34 ans à 21 %. Malgré son recul par rapport au 1^{er} tour de la présidentielle, la FI s'affirme comme la 4^e force électorale du pays.

Le total des forces en métropole ayant fait campagne pour Mélenchon à la présidentielle s'établit au 1^{er} tour des législatives

à 2 465 180 voix et 14,13 %/exp., soit une perte de 4 338 753 voix et 5,48 % par rapport à la présidentielle. En 2012, la perte pour le FG entre les législatives et la présidentielle avait été de 2 110 278 voix et de 4,2 %/exp.

Le PS et ses satellites PRG, MDC... obtiennent un score de 1 726 628 et 8 %/exp. sur la métropole, à rapprocher des 8 616 137 et 34,62 % de 2012. Si le PS se redresse légèrement par rapport à la présidentielle, il passe du rang de 1^{re} force électorale du pays en 2012 à celui de 5^e force.

Sur la métropole, bénéficiant au maximum de l'effet levier du quinquennat et de l'inversion du calendrier, « La République en marche » devient la 1^{re} force politique avec 6 032 689 voix et 27,94 % des exprimés, mais accuse une perte de 2 234 385 sur le score de Macron. Il réunit 30 % des électeurs qui se positionnent à gauche, 64 % de ceux qui s'affirment au « centre » et 26 % de ceux qui se définissent de droite.

LR et l'UDI en métropole réunissent 4 070 408 voix et 18,85 % des exprimés, soit une perte de 3 368 353 voix et 11 % sur 2012. LR et UDI ne rassemblent que 46 % des électeurs s'affirmant de droite. L'électorat de cette droite puise l'essentiel de sa force chez les plus de 60 ans : 28 % chez les 60-69 ans et 34 % chez les plus de 70 ans. La résilience de la droite LR-UDI repose sur le vieillissement du corps électoral et sur le fait que l'abstention soit nettement plus faible dans ces classes d'âge. Toujours en métropole, le FN a connu avec ces élections législatives un net reflux avec la perte de 4 564 347 voix et 8,09 %/exp. par rapport à la présidentielle, passant du rang de 2^e force politique à celui de 3^e force, malgré une présence dans toutes les circonscriptions. Pire, il régresse aussi par rapport aux législatives de 2012, passant de 14,01 %/exp. à 13,43 % et perdant 586 485 voix. Le FN subit ainsi de plein fouet sa perte de crédibilité en tant que force politique capable de gouverner. Cependant, il reste la 1^{re} force chez les ouvriers (29 %) et chez celles et ceux qui gagnent moins de 1 250 €/mois (25 %).

Ces législatives concluent le cycle électoral de 2017, en donnant au président Macron les pleins pouvoirs, alors qu'il n'a bénéficié que de 24 % des suffrages au 1^{er} tour de la présidentielle. LR et l'UDI se retrouvent cornerisés et le FN décrédibilisé. L'ensemble des forces de gauche totalise moins de 28 %/exp., alors qu'en 2012 elles en réunissaient 48 %. La gauche est considérablement affaiblie et divisée. Entre social-libéralisme et populisme, la gauche en général et chacune de ses composantes en particulier sont plongées dans une crise existentielle aiguë qui peut devenir fatale. ✪

Y. L. P.

3. Participation aux 1^{ers} tours des présidentielles et législatives (en %)

	Présidentielle	Législatives	Différence
1981	81,09	70,86	-10,23
1988	81,35	65,74	-15,61
2002	71,60	64,42	-7,18
2007	83,77	60,44	-23,33
2012	79,84	57,20	-22,64
2017	77,77	48,71	-29,02

1. Il y a toujours un décalage temporel entre les évolutions, les mutations sociales et politiques d'un pays et leurs traductions électorales en raison d'une certaine inertie du comportement du corps électoral. On parle de réaligement électoral lorsque les résultats électoraux tendent à s'aligner sur la nouvelle réalité politique et sociale. Les nouvelles majorités sociales et politiques s'incarnent alors dans de nouveaux rapports de forces électoraux. Les

scrutins de 1936, de la Libération, de 1958 et de 1981 furent des moments de réaligement.

2. L'âge moyen d'un électeur inscrit est de 50 ans, 31% des inscrits ont plus de 60 ans alors que 25% ont moins de 35 ans.

4. En 2007, il y avait 550 circonscriptions métropolitaines.

5. Sondage IPSOS du 12 juin 2017.



MARCHÉ DES FIERTÉS

La marche des fiertés LGBT+ parisienne est la plus grande manifestation revendicative annuelle de France. Depuis le début, le PCF en est partie prenante. Cette année, le mot d'ordre est de réclamer des avancées sur la procréation médicalement assistée (PMA). Il s'agissait d'une des (nombreuses) promesses non tenues de F. Hollande alors que le PCF est mobilisé depuis des années pour l'ouverture de la PMA à toutes les femmes. C'est aussi une marche contre l'homophobie qui demeure une réalité. Aujourd'hui encore, un-e jeune LGBT+ risque 4 fois plus de se suicider qu'un-e jeune hétérosexuel. Le rapport de SOS homophobie montre également une recrudescence des actes transphobes, l'un des axes de travail du collectif Fier-e-s & révolutionnaires du PCF. Mobilisons-nous donc cette année encore et participons massivement à cette marche, qui partira samedi 24 juin de la place de la Concorde à 14 h. ✪

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19
<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>
Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.